

Austérité, violences, patriarcat : même combat

Les 18, 25 et 26 novembre, la fonction publique vaudoise sera en grève. Ces journées s'inscrivent dans un contexte d'attaques contre les services publics et parapublics : les mesures d'austérité décidées par la Confédération et le Canton prévoient un demi-milliard de coupes dès 2026, puis 5 milliards d'ici à 2030.

Couper dans les services publics, c'est tout mettre sur le dos des femmes

Alors que le Conseil d'État vaudois prétend qu'il s'agit d'une « nécessité économique », nous affirmons que cela représente un choix politique. Concrètement il s'agit de péjorer des secteurs indispensables comme l'éducation, le social et les soins pour investir dans la politique fiscale. Ce choix préserve les plus riches tandis qu'il appauvrit les travailleur·eusexs et détruit des secteurs majoritairement féminisés.

Réduire les budgets, réduire les équipes, augmenter les cadences et la charge de travail, imposer des temps partiels forcés, toutes ces formes de violences patronales exercées par l'État employeur mènent à une baisse de la qualité des services publics et parapublics et à l'épuisement des travailleureusexs. Les premières personnes à payer le prix de ces coupes sont toujours les femmes et les minorités de genre raciséexs, migrantexs et précairexs.

Couper dans les services publics, c'est renforcer les violences patriarciales

Pendant que l'État coupe dans les institutions publiques, le nombre de féminicides n'a jamais été aussi élevé qu'en 2025. Depuis le début de l'année, 28 femmes ont été assassinées en Suisse parce qu'elles étaient des femmes. Ces meurtres ne sont que la pointe émergée de l'iceberg des violences psychologiques, économiques, administratives, sexuelles et sexistes.



Les écoles, les crèches, les hôpitaux, les structures sociales sont souvent les premiers lieux où les violences contre les femmes et les enfants sont détectées, nommées et prises en charge. Affaiblir les services publics, les surcharger, les sous-financer, c'est priver des milliers de femmes et de minorités de genre d'une aide essentielle à leur survie. Détruire les services publics c'est favoriser l'augmentation des violences sexistes et sexuelles.

Le harcèlement, les humiliations, les remarques sexistes, les attouchements qu'ils aient lieu sur nos lieux de travail, à la maison ou dans la rue ne sont pas des pratiques exceptionnelles. Ce sont l'expression d'un système où le patronat et le patriarcat se renforcent mutuellement : un mari violent peut aussi être un patron abusif, un frère agresseur un collègue sexiste. C'est pourquoi les rapports de domination qui structurent une société capitaliste et patriarcale doivent être combattus d'une même voix.

Lutter contre l'austérité, c'est lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Défendre les services publics, c'est défendre des lieux de solidarité et de soin, en dehors des logiques du profit, où se construisent des espaces alternatifs à la société capitaliste et violente. Refuser les coupes budgétaires, c'est refuser que l'État ne sacrifie nos vies sur l'autel des profits.

Pour toutes ces raisons, le 18 et le 26 novembre, nous serons dans la rue, en grève, en solidarité avec touxtes les travailleureusexs des services publics et parapublics.

Pour toutes ces raisons, le 25 novembre, nous serons dans la rue pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Rendez-vous au parc de Montbenon à 19h.

Contre l'austérité, contre le patriarcat, touxtes en grève !!



www.grevefeministe-vd.ch



info@grevefeministe-vd.ch



@grevefeministevaud



Grève féministe Vaud